

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 81 (1993)

Heft: 3

Artikel: Le temps de la réflexion

Autor: Bugnion-Secretan, Perle

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-280255>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le temps de la réflexion

Avec son taux de participation de 78,3%, la votation du 6 décembre a été une exceptionnelle démonstration de politique directe vivante. Son résultat est incontournable, et personne ne cherche à le contourner. Mais il faut bien continuer à vivre...

On attendait avec impatience l'analyse Vox pour mieux comprendre ce qui s'était passé. Dans l'ensemble, elle n'a pu que confirmer les résultats évidents du scrutin, mais elle les a affinés.

Elle n'a pas relevé de clivage hommes-femmes, bien que celles-ci aient eu des arguments spécifiques à faire valoir, notamment concernant l'égalité des droits. Pas de clivage non plus selon les générations, bien que des jeunes aient mis leurs espoirs dans de plus grandes possibilités de mobilité pendant leur formation, l'équivalence des diplômes, la participation à des projets de recherches.

Les habitués de l'abstentionnisme qui ont cette fois quitté leurs pantoufles, ont voté non en Suisse alémanique et oui en Suisse romande selon des taux plus élevés que les moyennes, ils ont ainsi contribué à polariser les positions, mais sans influencer le résultat final.

Vers le doute

Alors que le Conseil fédéral et tous les Conseils d'Etat cantonaux avaient pris position en faveur de la ratification du traité sur l'EEE, 70% seulement des citoyens ayant voté oui expriment leur confiance dans nos autorités, et 27% de ceux qui ont voté non. De même, les mots d'ordre des partis ont été diversement suivis: à 53% par les Verts (le mot d'ordre était non); 62% des radicaux et 69% des socialistes ont été fidèles à leur parti.

Vox a confirmé sans autre l'écart entre les villes (oui à 60%) et la campagne (46%). De même, l'augmentation des oui proportionnelle à l'élévation du niveau de formation, de 55 à 78%, et les écarts entre les agriculteurs (29%), les ouvriers (41%) et les employés (57 à 62%).

Le clivage fondamental correspond aux visions opposées qu'ont pour l'avenir de la Suisse les deux moitiés, quasiment à part égales, de notre population. Elles reposent sur des considérations les unes d'ordre économique, les autres d'ordre culturel. Côté de l'économie, les uns ont vu les avantages de l'ouverture vers un grand marché et redouté l'enclavement de la Suisse, les autres ont eu peur d'une augmentation du chômage en fonction d'un afflux d'étrangers. Côté de la culture, les uns ont souhaité l'ouverture et la mobilité et redouté l'isole-

ment intellectuel, les autres ont eu peur de voir la Suisse perdre de sa souveraineté, de son identité, de voir disparaître la neutralité et la démocratie directe.

L'analyse Vox conclut d'une part que les partisans de la ratification du traité sur l'EEE sont partis en campagne trop tard, après avoir laissé les adversaires porter la question sur le plan émotionnel. Une campagne sur un sujet aussi sensible demande du temps. L'information devrait à l'avenir montrer que l'identité suisse est compatible avec l'ouverture vers l'Europe; mieux: que son identité, ses valeurs fondamentales sont renforcées par l'ouverture à l'Europe.

Conséquences directes

Au lendemain même du 6 décembre, le Conseil fédéral renonçait à son tour de présidence de l'AELE, que la Suisse avait contribué à créer. Elle ne pouvait en effet présider aux discussions à venir sur les relations entre l'AELE et la CE. Premier signe de notre isolement diplomatique.

Huit jours plus tard, le Liechtenstein votait la ratification, ce qui rend caduque l'union douanière avec notre voisin: elle nous aurait ouvert un accès à l'EEE.

L'Espagne est venue réclamer à la Suisse des facilités pour la circulation de ses travailleurs, en compensation de la part que nous aurions assumée du fonds d'appui aux pays européens les moins favorisés.

Swissair doit chercher une collaboration avec KLM, SAS et Sabena, Migros en organise une avec l'Autriche pour participer à un plus grand marché, etc.

Dans le respect du verdict du 6 décembre, le Conseil fédéral doit faire des propositions pour reconstruire notre politique économique et étrangère. Mais en priorité, il s'est

occupé de politique intérieure, c'est-à-dire d'Eurolex, rebaptisée Swisslex, afin que ne soient pas perdus les avantages sociaux que le Parlement avait votés pour nous rendre eurocompatibles. Pour revitaliser notre économie, comme on avait espéré que le ferait l'accès à l'EEE, le Conseil fédéral a proposé essentiellement un assouplissement de la loi sur les cartels, et la Banque nationale un abaissement des taux bancaires; le Parlement discutera en outre d'une subvention à l'industrie de la construction.

Négociations

Quant à la redéfinition de notre politique étrangère, elle dépend largement de l'attitude de Bruxelles, avec qui on va devoir négocier sur le plan bilatéral et en position d'infériorité. On ne peut qu'essayer de se raccrocher au traité de libre échange conclu en 1972 avec ce qu'on appelait alors le Marché commun, grâce au comité mixte prévu par ce traité. Jusqu'à maintenant, il ne s'agit que d'une première prise de contact au sujet du transit, de la recherche et de l'environnement. Mais la CE a d'autres priorités que la Suisse: les négociations avec les pays de l'AELE qui ont demandé leur adhésion et les contacts avec les pays de l'est et du centre de l'Europe.

L'EEE va tout de même suivre d'un œil la situation politique en Suisse et voir dans quelle mesure la Suisse a ou non conscience d'être en Europe. A ce point de vue, on ne peut que souhaiter le succès

– de l'initiative «Pour notre avenir au cœur de l'Europe» lancée par le comité Né le 7 décembre, un comité de jeunes entre 19 et 32 ans; leur papier officiel est présenté avec une fraîcheur aussi inusitée que charmante, il s'adresse «aux jeunes de tous les âges»;

– du comité Femmes suisse pour l'EEE, qui continue son action, avec près de 400 membres, dont quelque 120 ou 130 femmes exerçant un mandat politique, dans tous les cantons et de tous les partis; le comité redoute qu'on «ne repousse encore plus la réalisation déjà hésitante de certains projets... ou de lois... Il demande donc au Conseil fédéral et au Parlement de promulguer au plus vite la loi sur l'égalité des sexes et contre toute discrimination.» La réunion annoncée pour le 18 mars à 18 h au Restaurant du Casino à Berne décidera de la stratégie que le comité entend suivre; FS en reparlera.

Perle Bugnion-Secretan

